



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

### réglementation

Question écrite n° 61502

#### Texte de la question

M. Philippe Le Ray attire l'attention de Mme la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports sur la politique de soutien au sport professionnel et les solidarités avec le sport amateur dans notre pays. Suite à une mission d'évaluation, l'inspection générale de la jeunesse et des sports a rendu un rapport relatif à « la politique de soutien au sport professionnel et des solidarités avec le sport amateur » dans lequel elle préconise d'inviter les fédérations et ligues professionnelles à adapter leurs règlements pour prévoir des indemnités de formation conformes aux principes dégagés par l'arrêt Bernard et à agir en direction des fédérations internationales pour obtenir, dans les règlements internationaux de toutes les disciplines, la mise en place d'indemnités de formation compatibles avec cet arrêt. Il lui demande si elle compte suivre cette recommandation.

#### Texte de la réponse

Les politiques publiques dédiées au sport professionnel ont fait l'objet d'une évaluation conduite dans le cadre de la modernisation de l'administration publique (MAP) dont les conclusions ont été rendues le 18 décembre 2013. Ce rapport comportait de nombreuses propositions, dont celle préconisant d'inviter les fédérations et ligues professionnelles à adapter leurs règlements pour prévoir des indemnités de formation conformes aux principes dégagés par l'arrêt Bernard et à agir en direction des fédérations internationales pour obtenir, dans les règlements internationaux de toutes les disciplines, la mise en place d'indemnités de formation compatibles avec cet arrêt. A ce jour aucune disposition législative ou réglementaire n'a été prise sur le fondement de ce rapport. Dans ce contexte et à ce stade, il est envisagé de renforcer l'article L.211-5 du code du sport par une mesure prévoyant le versement d'une indemnité de formation dans le cas où le bénéficiaire de la formation ne signe pas son premier contrat de travail avec les clubs formateurs. Une action en direction des fédérations internationales pour qu'elles introduisent une telle mesure dans leurs règlements pourrait être initiée par l'intermédiaire du comité national olympique et sportif français.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Philippe Le Ray](#)

**Circonscription :** Morbihan (2<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 61502

**Rubrique :** Sports

**Ministère interrogé :** Femmes, ville, jeunesse et sports

**Ministère attributaire :** Sports

#### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [22 juillet 2014](#), page 6112

**Réponse publiée au JO le :** [14 juillet 2015](#), page 5483